



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# VEILLE CLIMAT, ENERGIE, ENVIRONNEMENT, INDUSTRIE, TRANSPORT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N° 37 – 29 octobre 2021

## Sommaire

### Fait marquant

- Les associations environnementales et le secteur des transports critiquent le manque d'ambition climatique du budget

### Climat & Energie

- Les 100 Md\$ de finance climatique promis aux pays en développement ne seront pas atteints avant 2023
- Kwasi Kwarteng reporte à janvier sa décision sur le projet d'interconnexion *Aquind*
- Le rapport d'une commission parlementaire pointe les imprécisions du gouvernement concernant la création d'« emplois verts »
- Le Parlement examine une loi relative au nouveau mode de financement des centrales nucléaires
- Le *Climate Change Committee* juge positivement la *Net Zero Strategy* du Gouvernement

### Environnement

- Le Royaume-Uni signe un accord commercial controversé avec la Nouvelle-Zélande

### Industrie

- *Envision* et *Britishvolt* souhaitent accélérer le développement de leur production de batteries électriques au RU

### Transport

- Près de 7 Md£ seront dédiés à l'amélioration des transports en commun dans plusieurs régions
- La compagnie ferroviaire publique espagnole *Renfe* souhaite concurrencer *Eurostar*
- Le secteur routier demande au Premier ministre d'intensifier ses efforts pour remédier à la pénurie de conducteurs de poids lourds

## Fait marquant

### Les associations environnementales et le secteur des transports critiquent le manque d'ambition climatique du budget

Le manque d'ambition environnementale de la [revue des dépenses](#) (*Spending review*) et du [budget](#) pluriannuel 2022-2025 présentés mercredi par le chancelier de l'Echiquier, Rishi Sunak, ont suscité de nombreuses critiques, une semaine après la publication de la *Net Zero Strategy* et à quelques jours du début de la COP26 à Glasgow. Les investissements publics dans la «révolution industrielle verte» depuis mars 2021 ont été revus à la hausse, passant de 26 Md£ retenus dans la *Net Zero Strategy* à 30 Md£. Cependant, les associations environnementales et l'opposition soulignent que les mesures et financement dédiés à la transition écologique manquent de précision, critique qu'elles avaient déjà exprimée lors de la publication de la *Net Zero Strategy*.

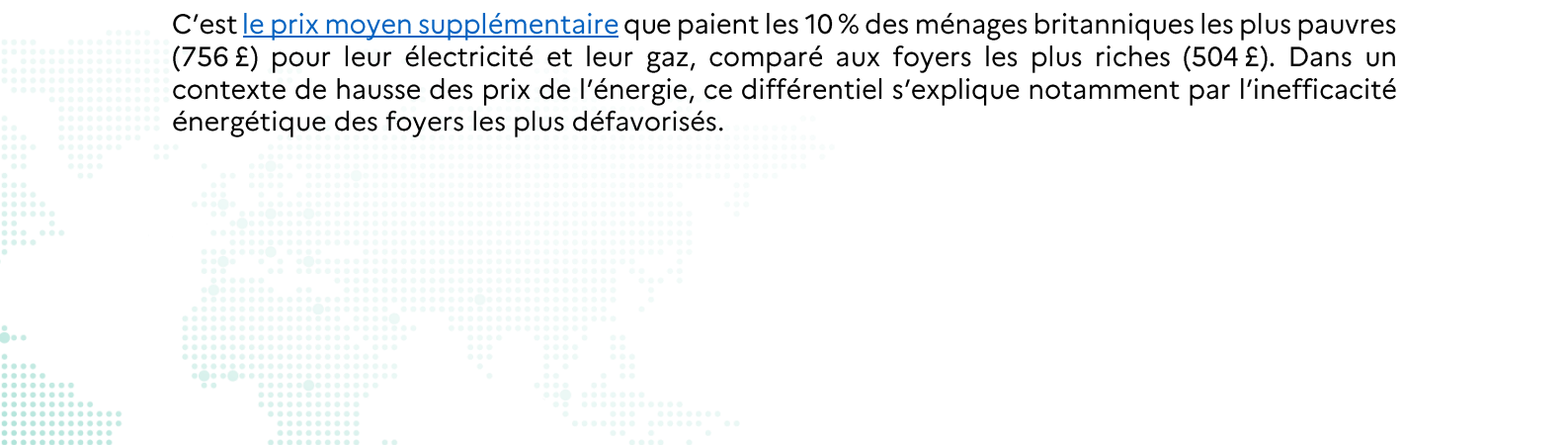
Deux mesures prévues dans le secteur des transports leur semblent incompatibles avec l'ambition britannique en matière de décarbonation de l'économie. La décision (le gouvernement avait dévoilé ses intentions en début d'année et lancé une [consultation](#)), de réduire de moitié les taxes aériennes pour les vols intérieurs a suscité des critiques, tant de la part des organisations de défense de l'[environnement](#) que des entreprises ferroviaires. Elle s'accompagne d'une hausse des taxes aériennes sur les vols long-courrier, de manière, selon le gouvernement, à remédier au déséquilibre actuel entre la taxation des vols domestiques et celle des vols internationaux. Cette décision intervient alors que le gouvernement a par ailleurs annoncé dans sa revue des dépenses 2021 plusieurs investissements supplémentaires pour l'amélioration des réseaux de transports, dont 35 Md£ dédiés au secteur ferroviaire, dans le cadre de sa stratégie de *levelling up*.

Par ailleurs, pour la douzième année consécutive, la taxe sur les carburants n'augmentera pas, dans un contexte où la hausse continue des prix de l'énergie n'a pas donné lieu à des mesures spécifiques de soutien aux ménages.

## Le chiffre de la semaine

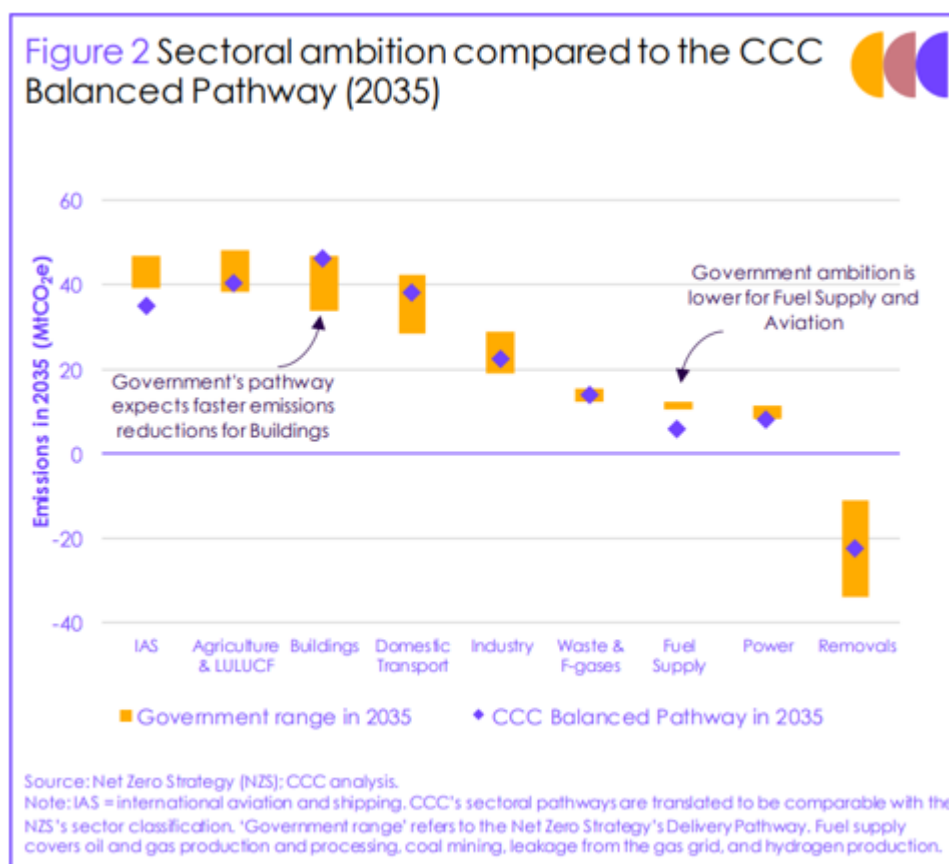
252 £

C'est [le prix moyen supplémentaire](#) que paient les 10 % des ménages britanniques les plus pauvres (756 £) pour leur électricité et leur gaz, comparé aux foyers les plus riches (504 £). Dans un contexte de hausse des prix de l'énergie, ce différentiel s'explique notamment par l'inefficacité énergétique des foyers les plus défavorisés.





## Le graphique de la semaine



Le *Climate Change Committee* estime que les ambitions sectorielles du Gouvernement pour atteindre la neutralité carbone sont globalement alignées avec ses propres recommandations.



## Climat & Energie

### COP 26 : actualités

**Flash** – Le *Crown Estate* a été accusé par le journal *Guardian* d'avoir été un peu trop « gourmand » en cédant simultanément les droits de développement de fonds marins en mer du Nord à deux projets bas-carbone, une ferme éolienne et un projet de capture et stockage de carbone, dont la réalisation est jugée « incompatible ».

**Flash** – Lors d'une conférence de presse en présence d'écologistes, [Boris Johnson](#) a cherché à réduire les attentes quant au succès de la COP26, affirmant qu'il était « très inquiet » et que l'issue du sommet restait incertaine.

**Flash** – La Reine a indiqué qu'elle ne se rendrait pas à la COP 26 à Glasgow en raison de [son état de santé](#).

## Les 100 Md\$ de finance climatique promis aux pays en développement ne seront pas atteints avant 2023

L'engagement des pays riches de donner 100 Md\$ par an entre 2020 et 2025, fixé en 2009 et réitéré en 2015 lors des accords de Paris, était une des priorités affichées par la présidence britannique de la COP26. [Le plan de financement climatique](#), dévoilé cette semaine, révèle que les montants promis ne seront pas atteints avant 2023, ce que le gouvernement britannique a qualifié de « décevant ». En 2019, dernier chiffre connu, les contributions s'élevaient à 79,6 Md\$, dont un tiers est destiné à l'adaptation au changement climatique. Lors de la COP26, où le cadre financier post-2025 doit être discuté, les engagements non tenus des pays riches pourraient [compliquer l'aboutissement des négociations](#), de nombreux pays en développement ayant en effet soumis la définition d'objectifs de réduction d'émissions à l'obtention d'une aide financière.

## Kwasi Kwarteng reporte à janvier sa décision sur le projet d'interconnexion Aquind

Le ministre de l'Economie et de l'Energie Kwasi Kwarteng a repoussé au 21 janvier sa décision d'approuver ou non le projet d'interconnexion électrique [Aquind](#) entre le RU et la France et demandé des précisions au porteur du projet. Correspondant à un investissement évalué à 1,2 Md£, le câble électrique de 238 km, qui pourrait fournir jusqu'à 5 % des besoins électriques du RU, fait face à une vive [opposition des communautés locales](#), aussi bien à Portsmouth que sur la côte normande. L'opposition travailliste a récemment souligné que des actionnaires de la société *Aquind* avaient consenti des donations importantes à plusieurs parlementaires conservateurs, de nature à entraîner de possibles situations de conflits d'intérêts.

## Le rapport d'une commission parlementaire pointe les imprécisions du gouvernement concernant la création d'« emplois verts »

La *Net Zero Strategy*, publiée la semaine dernière, a mis en avant, parmi de nombreuses mesures, la création de 440 000 'emplois verts', terme que le gouvernement n'a pas précisément défini à ce jour. Dans [son dernier rapport](#), le Comité d'Audit Environnemental (EAC), commission parlementaire qui contrôle l'action du Gouvernement en matière environnementale, a également alerté sur l'absence de politiques gouvernementales permettant l'acquisition des compétences nécessaires pour occuper ces *green jobs*. L'absence d'une main d'œuvre correctement formée pourrait retarder l'ensemble de la transition bas-carbone. L'EAC souligne également que [l'approche actuelle](#) du gouvernement, qui ne facilite pas la transition vers ces nouveaux emplois, risque de creuser les inégalités existantes entre et au sein des régions, allant à l'encontre de l'objectif de « *levelling-up* ».

## Le Parlement examine une loi relative au nouveau mode de financement des centrales nucléaires



Un projet de loi portant sur le financement du « nouveau nucléaire de puissance » et centré sur le mécanisme financier *Regulated Asset Based* (RAB) a été présenté le 26 octobre au Parlement britannique par Greg Hands, Ministre du *Department for Business, Energy and Industrial Strategy* (BEIS). Intitulé « *Nuclear Energy Financing Bill* », il présente le cadre financier dans lequel seront gérés les nouveaux projets électronucléaires et, en particulier, les modalités de collecte et de répartition des recettes dans le cadre du RAB. La loi porte également sur la mise en place d'un système spécifique de gestion du porteur de la licence nucléaire, avec les différents actionnaires impliqués. Les réflexions menées outre-manche sur le RAB ont été initiées par *EDF Energy*, filiale britannique d'*EDF* et unique exploitant des centrales nucléaires britanniques, afin de proposer une alternative au *Contract for Difference* (CfD) utilisé notamment pour financer Hinkley Point C (HPC) dont le coût pour le contribuable britannique avait été critiqué *a posteriori* par le *National Audit Office* (NAO). Une consultation sur le RAB lancée par le ministère de l'Economie et de l'Energie (BEIS) en juillet 2020 avait permis de préciser certaines options. Cette loi devra permettre pour la première fois d'utiliser un modèle RAB pour financer un projet nucléaire (mécanisme permettant à un régulateur indépendant d'avoir le contrôle sur une entreprise généralement en situation de monopole mais qui, en échange, bénéficie d'une valeur marchande).

## Le Climate Change Committee juge positivement la Net Zero Strategy du Gouvernement

Le *Climate Change Committee* (CCC), organe indépendant en charge de conseiller le gouvernement sur sa politique environnementale, indique dans [son dernier rapport](#) que la stratégie du RU pour atteindre la neutralité carbone est à la fois « réalisable » et « abordable ». La *Net Zero Strategy*, qui précise la façon dont le pays entend atteindre ses objectifs en matière d'émissions de CO2 d'ici 2050, a été [critiquée](#) lors de sa publication par l'opposition et les organisations environnementales pour son manque d'ambitions et de moyens. Toutefois, si le CCC souligne certaines imprécisions et omissions dans la stratégie, notamment dans le secteur agricole et en matière de changement de comportements des consommateurs, le rapport souligne avant tout l'ambition de la stratégie gouvernementale, considérée comme « la plus complète des pays du G20 ». Le CCC estime ainsi que la *Net Zero Strategy* renforce la crédibilité du RU à l'approche de la COP26, dont il assure la présidence.

## Environnement

### Le Royaume-Uni signe un accord commercial controversé avec la Nouvelle-Zélande


Boris Johnson et Jacinda Ardern, première ministre néozélandaise, ont annoncé avoir conclu un [accord de principe](#) en vue d'un futur accord de libre-échange, qui sera « *mutuellement bénéfique* » aux deux pays. Toutefois, si la hausse des exportations néo-zélandaise devrait contribuer positivement au PIB du pays à hauteur de 0,3 %, [une analyse](#) du Département du

Commerce International britannique a montré que les conséquences de cet accord sur le PIB britannique seraient quasi-nulles (entre -0,01% et +0,01%). Cet accord, de même que celui conclu récemment avec l'Australie, suscite des inquiétudes quant à ses conséquences sur l'agriculture et l'environnement ; la *National Farmers Union* a ainsi alerté quant à la suppression des lignes tarifaires dans les secteurs du lait et de la viande notamment, qui pourrait permettre l'entrée sur le marché britannique d'un volume important de produits ne respectant pas les même standards environnementaux que ceux appliqués à la production nationale.

## Industrie

### Envision et Britishvolt souhaitent accélérer le développement de leur production de batteries électriques au RU

Envision, groupe chinois propriétaire de l'usine de batteries électriques pour automobiles de [Sunderland](#), prévoit d'augmenter sa production pour atteindre un niveau maximum de 38 GWh annuels. Le site, ouvert en 2012, produit actuellement 1,7 GWh par an, un volume qui devrait atteindre 11 GWh dès 2024. La start-up [Britishvolt](#) créée en 2019, doit quant à elle installer l'une des premières *gigafactories* du RU à Blyth et serait en pourparlers avec le gouvernement pour l'octroi d'un financement public de 200 M£. Ce montant serait issu des 850 M£ dédiés au développement d'une filière britannique d'approvisionnement en batteries. Bien qu'ayant levé environ 70 M\$ en septembre, notamment auprès de la société de courtage en métaux *Glencore*, *Britishvolt* n'a pas encore entièrement financé son projet qui devrait permettre de produire 30 GWh par an d'ici 2027. Elle étudierait une introduction à la bourse de Londres afin de lever jusqu'à 1,2 Md£. Selon des données communiquées par le *Faraday Institute*, le RU aurait besoin d'une production annuelle d'environ 140 GWh d'ici 2040 s'il souhaite conserver une industrie automobile de taille similaire après la transition vers l'électrique, et éviter la perte de plus de 100 000 emplois.



## Transport

**Flash** – Selon un [rapport](#) du port de Dublin, le trafic de [fret](#) entre la Grande-Bretagne et le port de Dublin a chuté d'un cinquième depuis le Brexit, alors que le fret avec l'UE a augmenté de plus d'un tiers. L'ouverture de nouveaux trajets en ferry entre l'Irlande, la France et les pays du Benelux permet aux entreprises d'éviter les contrôles douaniers post-Brexit liés à l'utilisation du [landbridge](#).

**Flash** – Une grève des chauffeurs de bus [Stagecoach](#) dans l'ouest de l'Ecosse a été annulée après qu'un accord a été trouvé sur l'augmentation de leur rémunération. L'opérateur est actuellement impliqué dans une vingtaine de litiges avec le syndicat [Unite](#) au sujet des salaires et des conditions de travail, dans un contexte de pénurie des chauffeurs de bus.

**Flash** – L'aéroport d'[Heathrow](#) estime que le trafic aérien ne retrouvera son niveau d'avant la pandémie qu'en 2026 et que ses pertes depuis le début de la pandémie s'élèvent désormais à 3,4 Md£.

### Près de 7 Md£ seront dédiés à l'amélioration des transports en commun dans plusieurs régions

Le chancelier de l'Echiquier, Rishi Sunak, a annoncé que ce financement public permettra d'améliorer les services de transports régionaux dans le cadre de la stratégie de « nivellement par le haut » (*levelling up*). Sept zones urbaines, situées principalement dans les Midlands et le nord de l'Angleterre, recevront 5,7 Md£ pour l'amélioration de leurs services de transport. Les projets retenus prévoient une amélioration des tramways dans l'agglomération du Grand Manchester, les West Midlands et le South Yorkshire, de nouveaux couloirs de bus à Manchester, de nouvelles gares ferroviaires à Liverpool, la modernisation des gares ferroviaires de Darlington et de Middlesbrough et des améliorations de la route A4 près de Bristol. Lors de la présentation du [budget](#), Rishi Sunak a également annoncé que la première tranche du fonds en faveur du *levelling up* (doté de 4,8 Md£), soit 1,7 Md£, permettra de financer 105 projets d'infrastructures dans plusieurs villes britanniques.

### La compagnie ferroviaire publique espagnole Renfe souhaite concurrencer Eurostar

*Eurostar* ne possède pas de monopoles sur les trains circulant entre Londres et les autres capitales européennes (Paris, Amsterdam, Bruxelles), ce qui permettrait à d'autres opérateurs ferroviaires d'utiliser l'infrastructure ferroviaire. [Renfe](#) estime que la fréquentation des trains *Eurostar* retrouvera son niveau d'avant-pandémie d'ici 2022, ce qui rendrait, selon elle, son projet de ligne concurrente profitable après trois ans d'exploitation. La compagnie espagnole n'a pas annoncé de calendrier pour la mise en service de cette ligne mais espère faire circuler sept trains quotidiens entre Paris et Londres. *Renfe*, qui a indiqué avoir initié les « premiers contacts », affirme par ailleurs avoir reçu le soutien de *Getlink*, le gestionnaire d'Eurotunnel, et de *HS1*, l'opérateur ferroviaire britannique qui possède les infrastructures ferroviaires entre le tunnel et la gare londonienne de Saint-Pancras.



## Le secteur routier demande au Premier ministre d'intensifier ses efforts pour remédier à la pénurie de conducteurs de poids lourds

Dans une [lettre](#) de l'Association britannique des transporteurs routiers (*Road Haulage Association, RHA*), les représentants des secteurs du transport routier et de l'alimentation alertent Boris Johnson sur l'insuffisance des mesures prises pour résoudre la [pénurie](#) de conducteurs de poids lourds. Ils estiment que, sans actions supplémentaires et rapides, la pénurie, estimée à 100 000 personnes, devrait empirer et menacer les chaînes d'approvisionnement d'ici Noël. Afin de résoudre cette crise, la *RHA* propose de mettre en œuvre trois mesures d'urgence :

- l'inscription des conducteurs de poids lourds sur la liste des professions subissant un manque de main-d'œuvre ([shortage occupation list](#)), ce qui faciliterait le recrutement de travailleurs étrangers ;
- la création d'un groupe de travail rassemblant les ministères compétents et les organismes professionnels ;
- le réintroduction du *Food Resilience Industry Forum*, créé sous l'égide du ministère de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires rurales (*DEFRA*) pour faire face aux pénuries alimentaires pendant la pandémie et dissous récemment.

Lors de la présentation du budget, le chancelier de l'Echiquier a annoncé un financement dédié à l'amélioration des parkings de [poids lourds](#), ainsi que la prolongation de la suspension de la taxe sur les poids lourds et des droits d'accises sur les véhicules lourds jusqu'en 2023.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)